FORMULAIRE DE CONSENTEMENT À UNE VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS

Ce formulaire est conçu pour être rempli de façon numérique afin d'éviter les retards et les erreurs de communication.
Veuillez éviter les entrées manuscrites et d'imprimer ce document, car des informations pourraient être coupées.

Titre (M., Mme, Juge, L'honorable, etc.)	**Nom de famille**	**Prénoms au complet** (aucune initiale; soulignez le prénom usuel)	
Nom de famille à la naissance	**Tous les autres noms utilisés**	**Date de naissance** (aaaa/mm/jj)	**Genre**
Citoyenneté(s) actuelle(s)	**Lieu de naissance** (ville, province/territoire et pays)		**État civil actuel**
Changement de nom (autre que par le mariage) ▶	**Date et lieu du changement** (ville, province/territoire et pays)		**Méthode** (autorité)
Adresse de résidence actuelle (n° d'appartement, n° de rue, nom de rue, ville, province/territoire et pays)			**Numéro d'assurance sociale** (NAS)

Service militaire **Oui** ☐ **Non** ☐ J'ai servi dans les Forces armées canadiennes : Force régulière ou Force de réserve (16 ans ou plus)	**Tous les numéros de téléphone utilisés** (domicile, téléphone cellulaire, travail, etc.)
Numéro matricule:	**Toutes les adresses électroniques utilisées** (personnel, travail, etc.)

Déclaration de consentement du candidat

Section 1

Je comprends que le ministère de la Justice Canada exige une vérification de mes antécédents personnels pour déterminer si je suis apte à occuper une charge publique, puisque ma candidature est prise en considération pour une nomination à la magistrature.

Ces vérifications des antécédents, qui seront transmises au cabinet du ministre, comprendront les éléments suivants :

1. la Gendarmerie royale du Canada (GRC) vérifiera les dossiers de police, notamment auprès des services de police provinciaux et municipaux, le cas échéant. Des empreintes digitales peuvent être demandées. L'expression « dossiers de police » comprend les informations relatives aux accusations criminelles et/ou condamnations, aux détails d'une infraction ou aux renseignements concernant l'implication ou le soupçon d'implication d'une personne dans une activité criminelle;

2. le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) effectuera une vérification de sécurité en fonction des données biographiques de base, conformément aux articles 13 et 15 de la *Loi sur le SCRS* (Vérification du répertoire par le SCRS);

3. une vérification sera effectuée auprès de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour déterminer s'il y a des problèmes de conformité fiscale me concernant ou concernant toute entité dans laquelle je détiens un intérêt de contrôle ou pour laquelle je suis enregistré aux fins de la TPS/TVH, conformément à toute loi administrée, en tout ou en partie, par l'ARC. L'ARC fera ensuite rapport de ses conclusions au ministère de la Justice Canada;

4. le ministère de la Justice Canada mènera une enquête financière auprès du Bureau de crédit au moyen d'Equifax;

5. une vérification sera effectuée auprès du Bureau du surintendant des faillites (BSF), Industrie Canada, pour obtenir des renseignements accessibles au public afin de déterminer si mon nom figure dans ses bases de données sur les faillites et l'insolvabilité, et le cas échant, si la faillite a fait l'objet d'une mainlevée.

Section 2

Je consens à l'utilisation et à la divulgation de mes renseignements personnels recueillis dans le présent formulaire, y compris tous les renseignements qui peuvent être recueillis dans le cadre du processus de vérification judiciaire, afin de déterminer l'aptitude du candidat aux postes judiciaires soumis à la *Loi sur les juges.*

Afin de permettre une évaluation de la confiance qu'on peut m'accorder, de ma fiabilité, et de ma loyauté envers le Canada, et de la fiabilité à l'égard de cette loyauté, dans une mesure raisonnablement nécessaire, en ce qui a trait à tout renseignement et tout document que j'ai fourni à l'appui de la présente demande de mes antécédents personnels, je consens à l'utilisation de ces renseignements personnels et à leur divulgation aux suivants :

- tout agent de filtrage de sécurité autorisé du gouvernement du Canada;
- la GRC, les organismes d'application de la loi et les corps policiers;
- le SCRS;
- d'autres entités, comme les agences d'évaluation du crédit, qui sont internes ou externes au gouvernement fédéral.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, mon consentement comprend les renseignements personnels suivants :

- mon nom;
- ma date de naissance;
- mon statut d'immigrant et ma citoyenneté;
- mes antécédents résidentiels;
- mon historique des antécédents professionnels;
- mes diplômes ou titres professionnels ;
- mes empreintes digitales et une photo de mon visage à des fins d'identification (selon le cas).

Des renseignements sur mon conjoint ou ma conjointe, mon ex-conjoint ou mon ex-conjointe, les personnes qui me sont apparentées et mes colocataires peuvent également être communiqués à la GRC, au SCRS ou autres organismes d'application de la loi et corps policiers lorsqu'il est nécessaire d'évaluer ma fiabilité ou ma loyauté envers le Canada, ou ma fiabilité à l'égard de cette loyauté.

J'autorise toute personne et toute organisation, y compris les institutions publiques, non publiques, parapubliques, privées et gouvernementales, ayant des renseignements à mon sujet à les communiquer au gouvernement du Canada aux fins de mes antécédents personnels.

J'autorise par ailleurs les organismes responsables de l'application de la loi ou les corps policiers à vérifier et à communiquer au gouvernement du Canada ou à la GRC tout autre renseignement me concernant qui figurent dans des dossiers et des bases de données accessibles relevant de leur contrôle, comme le décrit la *Directive sur le filtrage de sécurité*. Ces renseignements peuvent comprendre ce qui suit :

- antécédents criminels;
- chefs d'accusation;
- ordonnances judiciaires.

Je comprends que le présent consentement représente également une autorisation pour les organismes responsables de l'application de la loi et/ou les corps policiers de transmettre au gouvernement du Canada ou à la GRC toute information à mon sujet ou au sujet de mes affiliations afin de permettre la tenue d'une évaluation de ma loyauté et de ma fiabilité. Par conséquent, je donne à la GRC la permission de communiquer au gouvernement du Canada, totalement ou en partie, les renseignements qu'elle a recueillis à mon sujet en lien de cette vérification de mes antécédents personnels pour déterminer si je suis apte à occuper une charge publique.

Ce consentement demeurera valide pour effectuer des vérifications, des demandes de renseignements, des évaluations et des enquêtes, y compris toute vérification subséquente requise dans le cadre du processus de vérification judiciaire, jusqu'à ce que je révoque mon consentement à l'égard d'une autorisation officielle de filtrage de sécurité de l'institution par les moyens électroniques ou écrits appropriés.

Je consens aux vérifications des antécédents décrites ci-dessus. De plus, je comprends qu'une entrevue peut être menée pour vérifier les résultats.

Je comprends que les renseignements fournis au ministère de la Justice Canada seront gardés confidentiels tant par le ministère de la Justice Canada que par le cabinet du ministre et seront utilisés dans le cadre du processus de nomination à la magistrature, conformément à la loi. Je reconnais que ce consentement est valable jusqu'à ce que je le révoque par écrit.

Signature	**Date** (aaaa/mm/jj)